Bleue comme une orange

18- Lyon, 1830-1848 : Des canuts insurgés au « socialisme scientifique »

Voici le troisième et dernier chapitre lyonnais de cette histoire de *l'industrialisme*. Les canuts se révoltent en novembre 1831 pour le « tarif minimum », leurs drapeaux noirs exhibant leur terrible devise, « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ». Échec et nouvelle révolte en avril 1834, instiguée en sous-main par les républicains. Ces deux insurrections signent l'acte de naissance du mouvement ouvrier en tant qu'il est conscient de ses intérêts propres, et qu'ils s'opposent à ceux des « fabricants », leurs employeurs, bientôt nommés « le Capital ».
Deux décennies durant, Lyon est le centre du radicalisme ouvrier qui se cherche un nom et une doctrine : babouvisme ? socialisme ? communisme ? anarchie ? Patrons artisans, ouvriers lettrés et raisonneurs, en débattent dans leurs sociétés et leurs journaux. Les canuts *n'étaient pas* des briseurs de machines comme leurs collègues de Vienne (Isère) en 1819, ou les *luddites* anglais des années 1811-1813, ou encore les Bruxellois de la « Révolution nationale » de 1830[1] ; *mais des syndicalistes à main armée*. Des machines, ils en avaient, ils en usaient, ils les perfectionnaient. Ce sont elles qui ont eu le dernier mot et la peau de ceux qui avaient cru s'en servir au lieu d'y être asservis.
1848 marque deux catastrophes. La publication du *Manifeste du Parti communiste* en février, en allemand, et à Londres, plagiat éhonté du *Manifeste de la démocratie* de Considerant (1843), annonce la mainmise des « socialistes scientifiques » sur le mouvement ouvrier international ; tandis qu'à Paris, les massacres de Juin (4000 morts) écrasent la dernière insurrection avant la Commune de 1871. Les deux classes émergentes de la « révolution industrielle », bourgeoisie financière et bourgeoisie technicienne, l'avoir et le savoir, la banque et la technocratie, la *droite* et la *gauche* machinistes asservissent le pouvoir d'Etat - le gouvernement, l'administration, l'armée - à l'expansion de leur puissance. C'est ce moment de bascule qui est ici évoqué.

***

Souvenez-vous de Joseph Marie Jacquard (1752-1834), aperçu au chapitre 16[2]. Il avait mis au point en 1801 un nouveau métier à tisser ; avec lequel, un seul ouvrier pouvait activer le métier sans l'aide d'un tireur de lacs. Remerciements officiels de l'Empereur en 1805, prix des inventeurs de l'Académie de Lyon, grosses commandes de soie destinées aux palais impériaux : l'industrie lyonnaise connaît son second âge d'or. Les nouvelles industries de la chimie et de la teinture progressent de manière accélérée. Napoléon décrète la création d'une école de chimie (futur lycée de la Martinière), Lyon accueille de nombreuses maisons soyeuses et banques étrangères, on organise des « expositions des produits de l'industrie nationale », ancêtres des expositions internationales.
Le métier Jacquard est unanimement salué comme un progrès qui rend moins pénible la tâche du canut. Mais il fige aussi la hiérarchie entre ceux qui ont les moyens d'acquérir des machines et savent les régler, et ceux dont parle un demi-siècle plus tard le *Manifeste du Parti communiste* :

> « Petits industriels, petits commerçants et rentiers, petits artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat ; en partie parce que leur faible capital ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils

[1] Cf. « Bleue comme une orange (14) L'industrialisme : une histoire belge » sur www.piecesetmaindoeuvre.com
[2] Cf. « Lyon 1830-1834 ; chef-lieu de l'industrialisme » sur www.piecesetmaindoeuvre.com

> succombent à la concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. »

Les nouveaux ateliers de la Croix-Rousse préfigurent l'usine à venir, comme la mécanisation de leur métier préfigure l'usine « zéro prolo ». Ainsi commence à Lyon, c'est-à-dire en France, cette « révolution industrielle » qui enrichit tant les propriétaires des machines et les négociants des produits, tout en réduisant les producteurs à une misère proverbiale : *C'est nous les canuts, nous allons tout nus*.

***

Les armes de la critique ouvrent le feu peu avant la critique des armes. En octobre 1831, alors que l'on négocie encore la promulgation du tarif, les ouvriers en soie publient le journal hebdomadaire *L'Écho de la Fabrique*, « le premier journal ouvrier sérieux », selon Fernand Rude, historien, lyonnais, libertaire, et spécialiste des canuts. Le journal est créé par Joachim Falconnet, le vice-président de la Commission centrale des mutualistes, et son rédacteur en chef Antoine Vidal, « un protestant cévenol, tulliste de profession, devenu instituteur[3] ».
L'Écho de la Fabrique commence par la chronique des émeutes et tractations en cours. C'est-à-dire que les ouvriers lyonnais savent lire, non seulement *L'Écho de la Fabrique*, mais les journaux politiques, *La Glaneuse* républicaine par exemple. Ou du moins ceux qui savent lire le font à haute voix pour les autres. Les pages de *L'Écho* présentent les idées nouvelles de l'« association industrielle », de l'« enseignement mutuel », de l'« économie sociale », en sus des poèmes, chansons et charades qu'on ne regroupe pas encore sous l'étiquette « littérature prolétarienne »[4].
Le saint-simonien Arlès-Dufour, conseiller municipal lyonnais, y défend à partir d'avril 1832 « l'association universelle des peuples » cependant que Vidal prêche en mai le catéchisme saint-simonien qui, avec le recul, annonce tout autant *Le Manifeste du Parti communiste* :

> « Le temps des conquêtes est passé et la plus belle, celle qui reste à faire, c'est de mettre en rapport tous les peuples ; de faire que les *sociétés industrielles* se développent et franchissent les bornes des États pour porter, en tous lieux, cet amour *mutuel* que se doivent les hommes […]. Il n'y aura de vrai bonheur pour les industriels que lorsque des *relations suivies* effaceront pour eux la distance qui sépare Lyon et Manchester, Cadix et Bordeaux, Vienne et Bruxelles. Il n'y aura d'amélioration possible pour le sort du prolétaire que quand tous les peuples seront intimement liés et ne formeront plus qu'une chaîne, dont chaque ville manufacturière sera un anneau. »

Le malheureux Vidal meurt trois mois après sa prophétie, à moins de 36 ans, remplacé à la rédaction en chef par Marius Chastaing, juriste, chef d'atelier, franc-maçon, républicain, fouriériste… On ne sait s'il faudrait lui souhaiter de se relever aujourd'hui des morts pour voir de ses yeux les dégâts du Progrès, et quel « vrai bonheur » la *mondialisation* a apporté aux peuples désormais liés par de multiples réseaux ayant aboli le temps, l'espace et les distances.
Marius Chastaing donne à *L'Écho* un éclectisme ouvert à toutes les opinions avancées : recensions de publications saint-simoniennes et fouriéristes, *pensum* économique du républicain Raspail, extraits de *La Glaneuse* républicaine, éloge de la Société des Amis du Peuple. Cet éclectisme ouvre le débat sur les nouvelles techniques ; *L'Écho* reproduit le 19 février 1832 cette raillerie luddite piquée au journal *Le Voleur* qui va enflammer la rédaction plusieurs semaines :

---

[3] Fernand Rude. *Les révoltes des canuts (1831 – 1834)*, Maspero, 1982, rééd. La Découverte, 2007.
[4] Cf. Ludovic Frobert, Postface à l'édition 2007 de *Les Révoltes des canuts (1831-1834), op. cit.*

> « À la Louisiane on vient d'inventer un instrument qui, mu par la vapeur, creuse la terre, l'enlève et la jette de côté. Ainsi les gens qui vivent comme des machines, pourront se faire enterrer à la mécanique. »

Cette brève anecdotique annonce le grand débat sur la mécanisation de l'automne 1832. Entre les deux fracassantes insurrections canuses de 1831 et 1834, syndicalistes ouvriers et intellectuels libéraux débattent intensément de cette société industrielle en plein essor, et notamment de la question des machines. Sont-elles une bonne ou une mauvaise chose pour les ouvriers ? pour la société ? Voilà toute la controverse entre Joseph Bouvery et Anselme Pétetin, poursuivie dans sept numéros de *L'Echo de la Fabrique*, du 9 septembre au 18 novembre 1832[5].

Militant mutuelliste, Joseph Bouvery n'est pas plus un briseur de machines qu'un syndicaliste d'aujourd'hui. Des machines, il en possède en tant que « chef d'atelier » - c'est-à-dire que tout petit patron. Il travaille avec - mais - il voudrait réguler leur introduction, leur usage, et compenser leurs effets négatifs pour les ouvriers.
Quant à Anselme Pétetin (1807-1873), il s'agit d'un jeune journaliste, républicain bourgeois, qui écrit dans *Le National* d'Adolphe Thiers et dirige *Le Précurseur*, journal libéral de Lyon et du Midi ayant troqué le monarchisme pour la république. Partisan d'un saint-simonisme « nettoyé de son verbiage théologique », Pétetin commence sa carrière comme avocat, la poursuit comme journaliste puis conseiller d'État, et la termine préfet de Haute Savoie sous le Second Empire.
L'historien Ludovic Frobert a traité ce fameux débat de Lyon, entre Bouvery et Pétetin, qui, pourtant, compta moins pour l'avenir du mouvement ouvrier, que celui entre luddites et machinistes :

> « Cet échange, qui se déroule à l'automne 1832, apparaît comme une véritable controverse technologique dans laquelle les arguments opposés sur le thème de l'innovation recouvrent deux conceptions rivales de la société. Rien de binaire cependant dans cette controverse tant les deux hommes, le journaliste républicain et le chef d'atelier mutuelliste, partagent en grande partie une confiance commune dans le progrès politique et dans le progrès économique, dans la démocratie, la croissance et l'innovation. Ce sont deux conceptions de la démocratie qui vont ici *in fine* s'opposer. Plus précisément, pour reprendre ici, en l'adaptant, une distinction faite bien ultérieurement[6], alors que Pétetin va utiliser le thème des machines pour illustrer la pertinence de la République comme système de gouvernement, Bouvery va défendre la démocratie comme idée sociale. »

> « En 1832, Joseph Bouvery est l'une des principales autorités du mutuellisme. […] Bouvery se présente comme un "prolétaire" cherchant conseil et faisant "appel aux hommes éclairés"[7]. Toutefois, lorsque la controverse va s'intensifier, il se montrera de plus en plus défiant et sarcastique vis-à-vis d'une certaine connaissance conceptuelle péremptoire que lui présente son cadet Pétetin : "Dans des questions pareilles, va-t-il lui rétorquer, il ne suffit pas de se tenir dans le vague des observations et des généralités, il faut présenter une solution ou reconnaître son impuissance". […] "Je m'étonne, souligne Bouvery, que des esprits élevés, des intelligences supérieures ne se préoccupent pas davantage des dangers que peuvent faire courir à la société une population de quinze à vingt millions de prolétaires poussés par la misère et le désespoir sur les places publiques

[5] Cf. « Pour ou contre la « Machine universelle » ? Le débat Bouvery/Pétetin dans *L'Echo de la Fabrique* en 1832 ».16 novembre 2024 sur www.piecesetmaindoeuvre.com

[6] John Devey, *Le public et ses problèmes* (1927), Pau, Farrago/Éditions Léo Scheer, 2003, p.153. John Devey, « La démocratie créatrice. – La tâche qui nous attend », 1939, *Horizons philosophiques*, vol.5 (2) 1997.

[7] Joseph Bouvery, « À propos d'un article du Nouvelliste », *L'Écho de la fabrique*, n°46 du 9 sept. 1832 ; « Sur un article du Nouvelliste (suite) et réponse à M. Pétetin », n°48 du 23 septembre 1832 ; « Un dernier mot à M. Pétetin », n°54 du 4 novembre 1832.

> de nos cités, et demandant à grands cris du travail ou la mort". […] "Un malaise horrible tourmente la société ; […] ce malaise prend sa source dans l'état précaire des travailleurs qui, en s'éclairant, s'aperçoivent que leur existence est chaque jour menacée de plus en plus, par la concurrence, l'intervention des machines et l'égoïsme, et qui s'agitent pour écarter d'eux ce cauchemar qui les écrase". […] "Ce que l'on nomme si fastueusement le progrès, n'est qu'une prime d'encouragement accordée à toutes les passions mauvaises de l'humanité, pour se produire et se développer librement". Pour Bouvery, le républicain Pétetin "veut changer les systèmes de gouvernement, et moi je voudrais changer les idées, parce que je crois que les choses sont plus fortes que les hommes, et que tout le problème à résoudre consiste à faire comprendre aux classes élevées de la société que cette amélioration est la condition sine qua non de leur bien-être et de leur repos futur." Il ajoute, hélas : "Je poserais en principe que l'emploi des machines et la concurrence étant des faits accomplis, il n'y a pas lieu à arrêter leur développement.[8]" »

Bouvery n'est pas luddite, ni anarchiste. Il ne veut pas détruire ni renverser la société mais instituer une collaboration de classes à travers l'impôt progressif et des dispositifs sociaux (salaire minimal, aide aux chômeurs). Il est en fait le prototype de ces syndicalistes impatients de siéger aux conseils d'administration, comités d'entreprises et commissions paritaires.
Qu'est-ce que le jeune Pétetin - il a vingt-cinq ans au moment de leur débat - peut répondre au vieux militant ouvrier ? Il le prend de haut, exposant ses lumières aux canuts dans *L'Écho de la fabrique*, mais ne publiant que ses propres opinions (et non les réponses de Bouvery) dans *Le Précurseur.* C'est qu'il trouve l'argumentation de son interlocuteur « un peu confuse et qu'il est assez difficile d'en découvrir les liaisons ». Lui, Pétetin, il sait comme il respire. Il connaît les plus récentes doctrines économiques - Say, Sismondi, Saint-Simon. Il a sur la question des machines des vues supérieures, macroéconomiques, bien au-dessus des mesquines destinées individuelles :

> « … supposons donc la mécanique poussée à son plus haut point de perfection dans toutes les subdivisions de toutes les industries ; supposons, non des milliers de machines, mais une seule et complète machine qui résume toutes les autres, comme dans un mécanisme qui renferme une multitude de ressorts, tous les rouages se combinent pour produire un dernier et unique résultat… une grande machine, qui accomplit par un seul moteur tout le travail industriel de la France… qui, en un mot, ne laisse rien à faire au bras de l'homme de tous les travaux qui composent l'industrie[9] ».

Comme tous les aveugles aux dégradations que les technologies infligent au milieu et à la société, il laisse à « l'homme » un contrôle fictif de la machine au moyen d'un système politique adéquat, « cette puissance centrale et protectrice qui règle tous les progrès et adoucit toutes les souffrances… empêche que les améliorations tournent au profit exclusif de quelques individus… prohibe, sans violer aucun droit, la concentration des capitaux dans un petit nombre de mains… veille à ce que tous les produits soient répartis avec équité entre tous les membres de la famille sociale[10]... » Le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous, dira la publicité de la SNCF.
Bref, c'est déjà la mystification juridique, la formule magique de la *réappropriation*. L'idée saugrenue que si nous sommes tous *juridiquement*, *nominalement propriétaires* de l'appareil industriel, *alors* il ne peut pas nous opprimer. Depuis deux cents ans que ce fétichisme de « l'appropriation collective », prévaut sur tout souci de la nature et de l'humain, il faut admettre que les masses et l'élite s'accordent au moins sur un point : l'indifférence pour l'une comme pour l'autre. Seuls comptent les surplus de

---

[8] *L'Écho de la fabrique. Naissance de la presse ouvrière à Lyon*, sous la direction de Ludovic Frobert, C. « Machines et machinations : le débat entre Anselme Pétetin et Joseph Bouvery », ENS Éditions, 2010.
[9] « Des machines dans l'industrie *»,* Anselme Pétetin, *L'Écho de la Fabrique* n°52 du 21 octobre 1832.
[10] *Idem.*

puissance, d'accumulation et de consommation. En haut les retours sur investissement, en bas les retours sur travail et - en haut comme en bas - « le progrès » de l'action sur le monde. Le progrès de sa maîtrise et *transformation*.

Bouvery répond à Pétetin qu'« il est fort aisé de dire que le gouvernement, *s'il était bon*, devrait guérir avec sollicitude les maux particuliers enfantés par le progrès général ; mais il est plus difficile de dire comment, surtout si, comme dans la question qui nous occupe, il faut renverser les termes de la proposition et *faire des maux particuliers un mal général*[11]. »
Ce petit patron, employant quelques métiers et compagnons, proteste en fait contre la *prolétarisation* des canuts, leur réduction à la superfluité et à la famine. C'est qu'il a sous les yeux, dans les pages de *L'Écho de la Fabrique,* l'abominable exemple de l'Angleterre. La machine, c'est « l'avantage compétitif » employé par les grandes manufactures de coton pour mettre au pas les ouvriers et conquérir les marchés. Réduit à néant par la concurrence des machines à vapeur et celle de ses camarades, le prolétaire est « attaché dès l'âge de cinq ans à l'esclavage d'une machine[12] » ; « Et lorsque le prolétaire ayant faim, leur dira : voilà mes bras, employez-les, faites-les fonctionner ; je suis votre machine, pourront-ils toujours lui répondre : qu'avons-nous besoin de tes bras, nous en avons plus qu'il n'en faut, tout se fait à la vapeur[13] ».

* * *

Cependant, à Lyon et ailleurs, les conflits entre prolétaires et bourgeois demeurent brouillés par les luttes politiques entre républicains et monarchistes. En juin 1832, les républicains bourgeois, avec à leur tête le banquier Jacques Laffitte, le financier du *National,* et Thiers, son directeur, se lancent dans une épreuve de force contre le roi Louis-Philippe qu'ils ont mis sur le trône deux ans plus tôt.
L'épidémie de choléra de 1832 révèle des « tensions sociales propices à la politisation des inquiétudes qu'elle suscite. Le choléra, surtout à Paris, est la source de fantasmes traduisant la montée d'une véritable haine de classe »[14]. Les bourgeois parisiens fuient à la campagne, le prolétariat crève dans ses faubourgs. Une « émeute républicaine » éclate à Paris les 5 et 6 juin à l'occasion des funérailles du général Lamarque, figure du parti républicain, mort de l'épidémie - tout comme Casimir Périer[15] (premier ministre) ainsi que 19 000 Parisiens.
Les funérailles politiques sont propices aux émeutes. Mais ni Laffitte, ni les 39 députés de l'opposition n'y participent. Barricades et drapeaux rouges, ce sont surtout les ouvriers qui font le coup de feu. 3 000 insurgés combattent dans le quartier Saint-Merri (les Halles, le Marais aujourd'hui) contre 30 000 hommes de troupe - 73 morts de leur côté, 93 côté insurgés. Il est impossible que ces *journées* n'aient pas retenti dans tout le pays - restées dans les mémoires grâce aux *Misérables* de Victor Hugo, et à la figure héroïque de Gavroche.

À Lyon, les ouvriers tisseurs forment une société de compagnons, les ferrandiniers (de ferrandine, étoffe autrefois fabriquée), soutenue par *L'Écho de la Fabrique*, et en appui des mutuellistes[16]. Malgré les efforts des pacifistes saint-simoniens, les ouvriers lyonnais se tournent de plus en plus « vers les associations présyndicales et républicaines, vers l'action directe[17] ». De petites sociétés secrètes, « Aide-toi, le ciel t'aidera », « Les Prolétaires », les « Indépendants philanthropes », « la Société du progrès », travaillent désormais la Croix Rousse. Le préfet Gasparin écrit au ministère de l'Intérieur le 4 avril 1833 que « Ce n'est plus aujourd'hui de pures questions d'organisation que l'on traite dans

[11] *L'Écho de la fabrique*, n°54 du 4 novembre 1832.
[12] *L'Écho de la Fabrique*, 1er et 22 janvier 1832.
[13] *L'Écho de la Fabrique*, 28 octobre 1832.
[14] Patrick Kessel, *Le Prolétariat français avant Marx*, Plon, Paris, 1968.
[15] Aucune parenté avec Michel-Ange Périer.
[16] Cf. Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier,* Librairie Armand Colin, 1948.
[17] *La Révolte des canuts*, Fernand Rude, *op. cit.*

ces sociétés ; mais le droit de propriété lui-même est devenu l'objet de leurs discussions et l'on n'y regarde la possession du pouvoir que comme un moyen d'assouvir l'immense cupidité des niveleurs…[18] »
Mais c'est surtout *La Glaneuse* républicaine qui inquiète le préfet, pour son « excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi[19] ». De plus en plus d'ouvriers et de chefs d'atelier lisent, soutiennent, financent le journal, et y écrivent. Le gérant de *L'Écho* donne même au directeur de *La Glaneuse,* Adolphe Granier*,* des listes d'ouvriers à contacter pour ses réunions. *La Glaneuse* dénonce l'article 415 du code pénal sur les coalitions d'ouvriers, c'est-à-dire l'inique loi Le Chapelier qui interdit toute association. Granier croit la révolution imminente et l'écrit à Édouard Albert, adjoint au maire de Riom et éternel bailleur de fonds du journal :

> « *La Glaneuse* est appelée à jouer un grand rôle dans le drame politique qui se prépare. Les sympathies des masses sont pour elle et les ouvriers que je vois tous les jours me confirment cette vérité qui me paraît maintenant démontrée, c'est que s'il survenait une crise politique, Lyon serait le foyer de l'insurrection dont les bureaux de *La Glaneuse* deviendraient le quartier général[20]. »

La Glaneuse deviendrait l'état-major de la révolution sociale ? Les ouvriers se « républicanisent » à mesure que les républicains « s'ouvriérisent ». Le journal appelle les Lyonnais à s'organiser à l'instar de la Société parisienne des droits de l'homme : « Prolétaires ! *Associez-vous* » (26 mars 1833) Cet appel à l'organisation, en dépit et contre la Loi Le Chapelier, devient le *leitmotiv* de l'époque, repris en septembre 1847 par l'Allemand Karl Schapper (1812-1870) dans *La Revue communiste*[21]. On voit que Marx n'a pas cherché bien loin sa conclusion du *Manifeste*, « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » martelée depuis une quinzaine d'années par les révolutionnaires français ; et qu'il ne fallait pas être grand stratège pour concevoir - comme Lénine, 70 ans plus tard - qu'un journal soit l'organisateur du parti[22].

Un jeune militant de 21 ans, Pierre-Antide Martin (1811-1882), fils d'un coutelier de Lyon, clerc de notaire et secrétaire de l'Association pour la liberté de la presse, rejoint la rédaction de *La Glaneuse* où il entame, le 7 avril, la publication en feuilleton d'un *Catéchisme républicain, indiquant à tout citoyen ses droits, ses devoirs, et la forme du gouvernement qui convient le mieux à la dignité et au bonheur d'un peuple, par un prolétaire.*
Il explique ce qu'il entend par le terme de prolétaire, « nom qui s'applique en général à tous ceux qui, ne possédant absolument rien, vivent du fruit de leur travail quotidien, tel qu'il soit ». Il dénonce l'article 291 du code pénal interdisant les réunions de plus de vingt personnes, plaide pour l'impôt progressif, l'instruction publique, critique l'héritage, la propriété, *l'exploitation de l'homme par l'homme*, appelle les ouvriers à l'unité contre les querelles de compagnonnage, soutient le droit du peuple à l'insurrection. Son projet de république démocratique fondée sur la souveraineté populaire vise à « l'amélioration *morale* et *matérielle* du sort de l'ouvrier et du fermier-agriculteur », « à faire passer peu à peu, par la puissance des associations, les instruments de travail entre les mains de ceux qui les emploient » - ce que Marx traduira par « propriété collective des moyens de production et d'échange ».
Le *Catéchisme* de Martin suscite nombre de discussions et sa brochure, chaudement recommandée par *L'Écho de la Fabrique,* se vend dans tout le Centre et le Sud-Est : « Nous engageons tous les

---

[18] Cité par *La Révolte des canuts*, Fernand Rude, *op. cit.*
[19] *La Révolte des canuts*, Fernand Rude, *op. cit.*
[20] *La Révolte des canuts*, Fernand Rude, *op. cit.*
[21] Cf. Alexandre Skirda. *Un plagiat « scientifique » : le copié-collé de Marx. Victor Considerant, Le Manifeste de la démocratie (1843) ; Karl Marx, Le Manifeste communiste (1848)*. Ed. Vetché c/o Publico, 145 rue Amelot - 75011 Paris. p.183
[22] Cf. Lénine, *Que faire ?*, 1902

prolétaires patriotes à se procurer cet ouvrage et à le porter dans leurs ateliers, afin qu'il soit lu et médité en commun. » Recommandation suivie comme une consigne. Les indics du préfet Gasparin témoignent que les ouvriers apprennent par cœur des articles entiers de ce *Catéchisme*[23], cependant que *La Glaneuse*, dans son édition du 29 septembre 1833 publie le poème d'un anonyme, titré « Pétition d'un voleur à un roi voisin ».
Son cynisme subversif ne pourrait être que multiplié si l'on savait que cette œuvre rédigée à la prison de la Force, était due à Pierre-François Lacenaire, né à Lyon en 1803, guillotiné à Paris en 1836. L'assassin poète, illustré par *Les enfants du paradis* (1945)[24], avait tâté de l'apprentissage en soierie à l'âge de quinze ans. Mais il avait trop lu pour se résigner à l'état de canut. Trop d'impatience pour celui de notaire. Malgré cette publication et de longues discussions avec Raspail, son voisin de prison, Lacenaire n'avait rien d'un révolutionnaire républicain, et tout d'un individu sadien, voué coûte que coûte à la satisfaction de ses pulsions. Ces coïncidences font une époque.

Fort de son succès, le dénommé Martin prend en novembre 1833 la direction de *La Glaneuse* : « Républicains martyrs, prolétaires, parias de la société d'Europe, tenez ferme et réjouissez-vous, car votre temps est enfin venu ! Vous avez pleuré, vous serez consolés ; vous avez eu faim, vous serez rassasiés ; vous êtes esclaves et faibles, vous serez forts et libres ! […] Patience donc encore et courage[25] ! » À ceux qui souriraient de cette éloquence religieuse, rappelons que les ouvriers républicains de l'époque souffraient *vraiment* de la faim, de la prison et des fusillades. Les analogies religieuses viennent naturellement dans une société baignée de culture chrétienne.
La Glaneuse étant devenue l'organe officiel de l'association lyonnaise des Droits de l'Homme, Martin en est élu secrétaire du comité central le 25 décembre 1833. L'association compte alors vingt sections à Lyon, soit quatre cents membres environ. En trois mois, elle va tripler ses effectifs, cependant que subsistent ou se forment d'autres petits groupes, Société du Progrès ou Comité de la Jeune Europe, voué à la solidarité avec les patriotes des autres pays.
C'est-à-dire que le mouvement républicain gagne en forces, mais l'infatigable dialectique, mère et meurtrière de toutes choses, le divise en opposant *La Glaneuse* prolétaire de Martin au *Précurseur* bourgeois de Pétetin. Une querelle de jeunes coqs dont l'idéologie constitue le terrain d'affrontement, leur amour-propre étant lié au triomphe de celles que chacun a élues pour se poser et s'opposer.

* * *

De son côté, *L'Écho de la Fabrique*, le journal des canuts devenu l'organe du mutuellisme, poursuit l'élaboration de ce « socialisme français » que Marx, suivant son disciple Kautsky (1854-1938) combinera avec « la philosophie allemande » et « l'économie anglaise » pour produire sa synthèse du « socialisme scientifique »[26]. Les théories de Fourier et de Proudhon y trouvent, sous la direction de l'éclectique Marius Chastaing, une curiosité éveillée.
En janvier 1833, *L'Écho* proteste contre l'obligation faite aux chefs d'atelier de prêter serment de fidélité à Louis-Philippe. Beaucoup d'ouvriers sont républicains ou bonapartistes, et d'autres encore royalistes et légitimistes, mais tous distinguent leurs opinions *politiques* de leurs intérêts *économiques*. Certes la forme du régime les intéresse, mais la République, la Monarchie, l'Empire leur paraissent également susceptibles de soutenir l'ouvrier contre ses exploiteurs. Le pouvoir doit protéger les faibles, contenir les forts et faire justice à tous. La plupart réclament de bons salaires, non *l'abolition du salariat*.

[23] *La Révolte des canuts*, Fernand Rude, *op. cit.*
[24] Un film de Marcel Carné sur un scénario de Jacques Prévert. Le réalisme poétique à son apogée
[25] *La Glaneuse*, 8 décembre 1833.
[26] Cf. Karl Kautsky, *Les trois sources du marxisme*, 1908

Quoiqu'il soit d'abord le journal des canuts lyonnais, *L'Écho* « est aussi celui de la classe ouvrière tout entière ; il est la tribune du prolétariat ». Il lance de multiples souscriptions de solidarité avec les tullistes en grève, les tailleurs de pierre, ou les mineurs d'Anzin, dans le Nord. Depuis le numéro 19 (3 mars 1832), *L'Écho* s'intitule « Journal industriel et littéraire ». Il publie des poèmes de Byron et de Chateaubriand, des chansons de Béranger, des « lectures prolétaires », des morceaux choisis de Montaigne, Pascal, Montesquieu, Rousseau, Diderot, Beaumarchais, des discours de Robespierre, Saint-Just, Carnot. C'est que, n'ayant pas lu Foucault ni Bourdieu, ni leurs traités sur la « distinction », les canuts croyaient devoir combattre leur misère culturelle pour combattre leur misère sociale.

En juin 1833, mutuellistes et ferrandiniers réclament des augmentations de prix. L'Association des Mutuellistes s'organise alors en 14 *catégories* selon le genres d'étoffes. Les ouvriers bravent la Loi Le Chapelier et se coalisent au sein du Devoir mutuel en un quasi-syndicat qui, par exemple, défend aux « frères » de travailler au-dessous des prix fixés par leur commission.
La police perquisitionne les bureaux de *L'Echo*, qui justifie le droit de coalition. Treize mutualistes et un ferrandinier passent en procès les 27 et 28 août où ils ne sont condamnés qu'à des amendes. Ils sont défendus par un jeune avocat républicain, Jules Favre, 24 ans, qui prononce, selon Rude, « une vibrante plaidoirie qu'il développe en une brochure d'avant-garde : *De la coalition des chefs d'atelier à Lyon* »[27]. Il est émouvant que le libraire lyonnais qui publie et vend cette brochure, ne soit autre que Louis-Pierre Babeuf (1801-1871) - petit-fils de Gracchus Babeuf (1760-1797), le chef de la conspiration des *Égaux* - et lui-même républicain actif. Il sera sous-préfet en 1848, sur la recommandation de ce même Jules Favre (1809-1880), élu député du Rhône[28].

Bref. En août 1833, *L'Écho de la Fabrique* s'affiche désormais comme l'organe officiel du mutuellisme : « Toutes les industries se doivent un secours mutuel ; l'alliance des prolétaires est commencée. » Quinze ans avant *le Manifeste du Parti communiste*, César Bernard, canut et rédacteur en chef de *L'Écho*, en appelle aux « prolétaires de tout état », c'est-à-dire de tous les métiers : « unissez-vous », afin d'en finir avec les sanglantes rixes de compagnonnage[29]. *L'Écho* prophétise avec assurance que « Toute la classe des travailleurs s'ébranle et marche à la conquête d'un monde nouveau » (17 novembre 1833). Il théorise une lutte « entre le capital et le travail », soutient « les associations », « l'administration générale du travail », « la confédération ». Les « chefs d'atelier » - les petits patrons - réclament un local « pour y traiter de leurs affaires », une « bourse prolétaire », où « seraient cotés chaque jour les prix du travail ». Organisons-nous, répète *L'Écho* de numéro en numéro.
César Bernard, malade, est remplacé à la gérance de *L'Écho* par Nicolas-Marie Rey, un autre canut, mais le véritable rédacteur en chef, c'est Rivière Cadet, imprimeur sur étoffes, républicain et fouriériste. C'est lui qui fait sans répit l'apologie de l'association ouvrière afin de tenir tête à « la loi du Capital » :

> « De nouvelles lois sur ces coalitions s'élaborent et seront prochainement, dit-on, soumises à la sanction de la Chambre des députés. Eh bien ! qu'on y réfléchisse sérieusement, tous ces traités d'alliance que forment à l'envi les travailleurs de toutes les industries sont une immense barrière contre laquelle se briseraient tous les efforts qui seraient tentés contre leur LIBERTÉ, leurs DROITS, leurs BESOINS et leur PROPRIÉTÉ ! Malheur à qui la fera cette coupable tentative ! […]
> Les travailleurs en ont assez de "subir la loi du plus fort, la loi du CAPITAL"[30]. »

---

[27] Cité par *Les révoltes des canuts,* Fernand Rude, *op. cit.*
[28] Cf. https://maitron.fr/babeuf-emile-babeuf-robert-dit-emile/, notice BABEUF Émile [BABEUF Robert, dit Émile] par Notice revue et complétée par Jacques Grandjonc, version mise en ligne le 20 février 2009, dernière modification le 10 juin 2024
[29] Cf. *Classes laborieuses et Classes dangereuses.* Louis Chevallier, 1959.
[30] « Du droit de coalition », *L'Écho de la Fabrique*, 8 décembre 1833.

Entre janvier et décembre 1833, les mutuellistes doublent leurs effectifs, regroupant 2 400 membres répartis en onze centrales, qui appellent début février 1834 à la grève générale de la Fabrique lyonnaise. Les funérailles d'un mutuelliste et d'un ferrandinier mobilisent, le 13 février, derrière les deux cercueils, trois mille huit cents canuts. Le lendemain, 25 000 métiers cessent de battre. C'est la panique chez les fabricants et le préfet refuse de s'interposer entre les parties. Quelques fabricants républicains et le saint-simonien Arlès-Dufour tentent une médiation. Ils adressent une lettre pressant « Messieurs les Membres du Comité Exécutif de la Société des Mutuellistes [...] d'employer toute [leur] influence à ramener le calme et le travail dans notre populeuse cité. » Les mutuellistes votent la reprise du travail le 19 février dans les maisons conciliantes. Aurait-on assisté à la première manifestation de l'histoire de France opposant ces deux classes en lutte nées de la « révolution industrielle » ?

L'Écho ne cesse plus d'attaquer la loi sur les associations, « loi monstrueuse, œuvre du vandalisme le plus sauvage, violant les droits les plus sacrés ». Une pétition appuyée par plus de 2 544 signatures réclame ni plus ni moins que la légalisation des syndicats ouvriers :

> « Considérant en particulier que l'association des travailleurs est une nécessité de notre époque, qu'elle est pour eux une condition d'existence, que toutes les lois qui y porteraient atteinte auraient pour effet immédiat de les livrer sans défense à l'égoïsme et à la rapacité de ceux qui les exploitent :
> En conséquence, les Mutuellistes protestent contre la loi liberticide des associations, et déclarent qu'ils ne courberont jamais la tête sous un joug abrutissant, que leurs réunions ne seront point suspendues.[31] »

Que disait « cette loi liberticide » ? On se souvient qu'en 1810, l'article 291 du code pénal napoléonien avait durci la loi Le Chapelier de 1791, soumettant à autorisation gouvernementale toute association de plus de vingt personnes. Les associations ouvrières et républicaines, comme la Société des Droits de l'homme tournaient la loi avec des sections de moins de vingt membres.
Une nouvelle loi prévoyait de poursuivre devant le tribunal correctionnel les associations organisées en sections de moins de vingt membres et de condamner leurs dirigeants à des peines de prison jusqu'à un an. Cette loi ne fut abrogée que 67 ans plus tard par la loi sur les associations du 1er juillet 1901. Elles sont loin les illusions mises dans un Louis-Philippe moderne et libéral.

* * *

Le jour de parution de cette pétition, le 6 avril 1834, les funérailles d'un chef d'atelier mutuelliste rassemblent huit à dix mille manifestants défilant en colonne, calmes et silencieux. Les mêmes, le soir, en bandes, parcourent les rues au chant de *La Marseillaise*, tandis que le Devoir mutuel appelle à la grève générale pour le mercredi 9. L'armée s'est préparée de son côté, elle quadrille la ville et les faubourgs, occupe les ponts de la Saône et du Rhône. Tout est prêt pour la bataille, il ne reste qu'à ouvrir le feu.
On ne peut retracer ici le détail de la « sanglante semaine », rapporté par Fernand Rude dans un chapitre terrible. Cette « Sanglante semaine », du 9 au 15 avril 1834, préfigure la « Semaine sanglante » qui clôt la Commune, 37 ans plus tard. Ouvriers mutuellistes et militants républicains, mêlés sous les drapeaux rouges et noirs de la République sociale, se lèvent à la fois contre la monarchie et la bourgeoisie philippardes.
Peu importe qui ouvre le feu, un peu avant onze heures, provocateurs, gendarmes, ouvriers. Tandis qu'au tribunal, l'avocat Jules Favre commence sa plaidoirie, les premières détonations éclatent ; les premiers morts tombent ; les premiers cris et les premières barricades s'élèvent : « Aux armes,

[31] *L'Écho de la fabrique*, 6 avril 1834.

citoyens, on égorge nos frères ! » L'armée fusille et mitraille, les insurgés courent aux postes de combat depuis longtemps désignés, la Croix-Rousse s'érige en camp retranché, les barricades gagnent d'autres quartiers. Tous les récits de ces journées, quel qu'en soit l'auteur, rendent hommage à l'héroïsme et à l'humanité des insurgés « forts de leur courage et de leurs espérances[32]».
Si les insurrections sont fréquentes au XIXe siècle, en France et en Europe, les victoires restent l'exception, et les défaites, la règle. Celle-ci résiste pourtant le lendemain, à Saint-Just, à la Guillotière, à Villeurbanne ; le canon tire dans Lyon, des incendies s'allument ou sont allumés ; le drapeau noir flotte sur Fourvière, l'Antiquaille et Saint-Nizier… six jours de combats, maison par maison, entre des insurgés mal armés et moins nombreux qu'en 1831, et une troupe furieuse et nombreuse, loin des fraternisations imaginées par les républicains.

Pendant ce temps, à Paris, le 12 avril, Thiers fait arrêter les chefs de section de la Société des Droits de l'Homme, prétendant s'inquiéter, à la Chambre, d'une contagion de l'insurrection lyonnaise. Le 13, vers 5 heures du soir, des barricades se dressent dans les ruelles tortueuses des Halles, rue Beaubourg, rue aux Ours, rue Transnonain. Le lendemain, 14 avril, c'est le massacre. « Il ne faut pas de quartier », dit Thiers, ministre de l'Intérieur, et Guizot, ministre de l'Instruction publique : « Les ordres sont impitoyables » ; le général Bugeaud à ses troupes rassemblées place de Grève : « Il faut tout tuer. Amis, point de quartier, soyez impitoyables[33]. » Le mardi 15 avril, à 9 heures, le préfet du Rhône télégraphie à son ministre : « Voilà nos opérations terminées. […] Nos troupes sont maîtresses de la ville de Lyon et de ses faubourgs. » Adolphe Thiers, dirigeant du *National*, monarchiste constitutionnel - louis-philippard - converti à la République sous l'Empire, sera aussi le bourreau de la Commune quarante ans plus tard.

À la différence de 1831, l'insurrection de 1834 suscite des remous dans d'autres villes, Saint-Étienne, Grenoble, Vienne, Marseille, ainsi que dans les Vosges et le Jura. C'est qu'en trois ans la revendication économique s'est muée en conflit social mâtiné de politique. Les canuts se sont politisés et les républicains socialisés[34].
150 ans plus tard, en 1980, Fernand Rude tâche d'analyser le sort distinct des deux insurrections lyonnaises. Il note qu'à la différence de novembre 1831, la révolte d'avril 1834 n'a pas de commandement général, ni préparé, ni improvisé. Chaque quartier, chaque barricade, combat pour soi, avec moins d'hommes, moins d'armes, face à des troupes plus nombreuses et rompues désormais à la guerre en ville.
Moins nombreux, les insurgés renoncent à ce qui avait fait leur succès en 1831 : la combinaison des barricades et des colonnes d'assaut. Cette perte d'effectifs est certes due à la saisie des armes, après novembre 1831, mais aussi *à la politisation du mouvement*. En 1831, les sociaux-républicains participaient à l'insurrection, ils ne la dirigeaient pas, ils n'étaient pas l'élément moteur. En 1834, des canuts et des chefs canuts, républicains convaincus, participent à l'insurrection, mais nombre d'insurgés agissent par réflexe, par répétition confuse ou poursuite du premier mouvement, et pris dans des « solidarités automatiques » avec des voisins, des collègues, des camarades. La « fraternité-terreur » dont parle Sartre. Engagement tacite, parfois ritualisé sous forme de serment, surtout dans les sociétés secrètes : « A la vie, à la mort », « vaincre ou mourir », etc. Le soulèvement de 1834 n'est pas un mouvement de masse, dit Fernand Rude, sans aller jusqu'à parler de soulèvement minoritaire. Mais « il s'agissait nettement, cette fois, de renverser le régime établi, la monarchie de Juillet, et de proclamer la république[35]. »

---

[32] *Histoire du mouvement ouvrier*, Édouard Dolléans, *op. cit.*
[33] *Histoire du mouvement ouvrier*, Édouard Dolléans, *op. cit.*
[34] Du moins la frange des Amis du peuple qui mobilise ses filiales locales. Ce sont eux qui, le 13 avril, à Paris, tentent un soulèvement contre les nouvelles lois sur l'association et en soutien aux insurgés lyonnais. De ce mouvement écrasé en deux jours n'est resté que la terrible gravure de Daumier, *Le massacre de la rue Transnonain*.
[35] *Les révoltes des canuts*, Fernand Rude, *op. cit.*

Le mouvement ouvrier et le mouvement républicain semblent une fois de plus écrasés. *La Glaneuse* a disparu, *L'Écho de la Fabrique* disparaît. Le mutuellisme reprend la parole dès l'automne dans un journal intitulé *L'Indicateur*. Il est concurrencé par *La Tribune prolétaire* du républicain Marius Chastaing, lui-même dissident de *L'Écho de la Fabrique*, en octobre 1833. Il ne faut pas exagérer la constance ni la cohérence idéologique des proto-socialistes et syndicalistes. Ils cherchent, tâtonnent, changent d'avis, se contredisent, se querellent au milieu de la pire adversité et persistent à trouver l'argent pour imprimer leurs petits journaux, les plumes pour les écrire, les libraires et crieurs pour les vendre, les lecteurs pour les lire.
Ainsi *L'Indicateur* attaque l'économiste et industriel Jean-Baptiste Say (1767-1832), lui-même Lyonnais de naissance, et son principe de libre concurrence, défendu au contraire par Chastaing, dans sa *Tribune du prolétaire*, qui accuse en retour les mutuellistes de soutenir Sismondi (1773-1842), un économiste genevois auteur d'une parabole fameuse sur les ravages du machinisme : « Quoi ! La richesse est donc tout ? Les hommes ne sont donc absolument rien ! Il ne reste plus qu'à désirer que votre roi, demeuré tout seul dans l'île, en tournant constamment une manivelle, fasse accomplir par des automates tout l'ouvrage de l'Angleterre ! »
Pillé et critiqué par Marx, Sismondi a non seulement défendu les hommes contre les machines, les salaires contre les profits, le travail contre le capital, mais également la nature contre la destruction. Il passe pour le seul économiste à avoir saisi que dans notre monde fini, les « ressources naturelles » et « matières premières » n'étaient pas infinies, ni renouvelables, quels que fussent les prodiges de la Science. On voit que ce monsieur Sismondi était un petit-bourgeois sentimental, hostile au Progrès, et qu'il méritait bien les foudres du républicain Chastaing, avant celles de Marx, Lénine et de toute leur séquelle.

On reste rêveur devant la vitalité de ces combattants du peuple, ouvriers, artisans, petits patrons, petits bourgeois lettrés qui, à Lyon, à Paris, et partout où ils le peuvent, bravent la misère, les amendes, la prison, la déportation, les fusillades, fomentent insurrection sur insurrection, en 1830, 1832, 1834, essuient défaite sur défaite, enterrent leurs morts et remontent à l'assaut, sans pleurnicher ni « faire leur deuil » pendant des lustres. Assurément la violence sociale était plus élevée. Ce caractère tragique, sans-culotte et prolétaire, qui distinguait les Français et surtout les Parisiens des autres peuples a été relevé par les observateurs du temps. Paris n'était pas pour rien « le bivouac des révolutions ». Ce type humain, dilué sous le Second Empire, fut massacré une dernière fois sous la Commune. Il en restait des traces dans le « populisme » et le « réalisme poétique » des films et romans des années 1930/40. Ce peuple, saigné par l'abattoir de 14-18 et la dénatalité, dilué par l'immigration - européenne, puis nord-africaine - n'est plus aujourd'hui qu'une fraction de population, un résidu en voie d'extinction.

***

Vous souvenez-vous de Joseph-Marie Jacquard, le Napoléon de la soierie ? Il meurt, chevalier de la légion d'honneur, en août 1834, quelques mois après la deuxième insurrection des canuts, à Oullins, commune de la banlieue lyonnaise dont il est conseiller municipal. Un an plus tard, la *Revue du Lyonnais* publie son hagiographie sous la plume de l'économiste Léon Faucher. Celle-ci révèle à ses lecteurs le triste destin de Jacquard, Prix des inventeurs de l'Académie de Lyon, membre du Conservatoire National des Arts et Métiers, spolié par ses concurrents et, d'après Faucher, en but à la vindicte des canuts :

> « Lorsque Jacquard voulut introduire sa machine, les ouvriers s'ameutèrent contre lui. De toutes parts on le dénonçait comme l'ennemi du peuple, et l'homme qui devait réduire les familles à la mendicité. Trois fois sa vie fut menacée, et cette haine aveugle en vint à une telle exaspération,

> que les prud'hommes crurent devoir détruire publiquement le nouveau métier. Il fut mis en pièces, sur la place des Terreaux, aux acclamations des spectateurs. »

Luddites, les canuts ? Un vieux chef d'atelier rappelle dans *L'Indicateur* que Jacquard n'a jamais été persécuté par les canuts ; que nombre de chefs d'atelier *ont participé* à la mise au point et au perfectionnement du métier dit « Jacquard » ; enfin que les prud'hommes n'existaient pas encore à l'époque où Léon Faucher situe l'épisode du bris de machine :

> « Dans le numéro du 29 mars 1835 de *L'Indicateur*, une réponse finale est apportée par Léon Boitel, proche de l'opinion républicaine et éditeur de la *Revue du Lyonnais*, au *Vieux solitaire des remparts*. Boitel concède que le récit de Faucher est en grande partie fantasmagorique, notamment concernant l'autodafé ; mais il maintient la thèse de l'immaturité du peuple, et pas seulement autour de 1800 ; "Le peuple, froissé dans son intérêt privé, ne voyait alors dans cette machine qu'une rivale enlevant du travail à ses bras ; il ne calculait pas les avantages immenses dont elle devait le doter sous le double rapport de la santé et du bien-être. Et de nos jours encore, n'avons-nous pas vu le peuple de juillet briser les presses mécaniques"[36]. »

Marx reprend treize ans plus tard, dans *Le Manifeste*, cette fable de l'immaturité et du misonéisme ouvriers, répétant qu'aux débuts du mouvement, les ouvriers « ne dirigent pas leurs attaques contre les rapports bourgeois de production seulement : ils les dirigent contre les instruments de production eux-mêmes ; ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, mettent le feu aux fabriques et s'efforcent de reconquérir la position perdue de l'ouvrier du moyen âge. »
Hélas, la réalité historique oblige à dire qu'en dépit de résistances éparses et initiales, les ouvriers dans leur ensemble ont troqué de bon gré leur autonomie de métier contre l'hétéronomie de l'emploi ; leur intégration à l'appareil productif comme simple machine ou appendice de la machine. Jusqu'au moment où de meilleures machines les évincèrent.

Il est des ouvriers cependant, pour qui la reconquête de « la position perdue de l'ouvrier du Moyen Âge » ne constitue nullement un idéal. Ils se moquent des chefs d'œuvres, des corporations et des compagnons du Devoir. Ils ne veulent pas être d'excellents menuisiers, tailleurs, sabotiers, maçons, tisserands, serruriers, forgerons, typographes, bijoutiers, mineurs, etc. *Ils veulent s'en sortir* - de quoi ? De la condition ouvrière. Ils veulent être poètes, penseurs, philosophes, écrivains, artistes - on ne dit pas encore intellectuels - et non pas *manuels*.
Mais d'ailleurs, plus qu'à une vie intellectuelle, c'est à une vie spirituelle qu'ils aspirent. Ceux-là ne sont pas solitaires mais singuliers. Ils ont leurs cénacles, leurs camarades d'atelier, mais la nuit, après leurs quinze heures de travail ; le dimanche, au lieu d'aller en goguette ; l'hiver, quand ils sont au chômage ; ils lisent, écrivent, assistent aux cours des saint-simoniens et des Amis du Peuple. Ils publient poèmes, chroniques, lettres, essais, journaux. Ils sont les héros de cette *Nuit des prolétaires*, évoquée par Jacques Rancière[37]. Ceux-là sont les plus grands incompris et les plus authentiques romantiques d'une époque qui n'en manquaient pas.
La masse des ouvriers peut les admirer, les envier, les railler (perdre ses dimanches à lire au lieu d'aller danser aux barrières !), mais certainement pas « se prendre la tête » et suivre leur exemple. Les mêmes, bientôt, s'abrutiront devant les écrans. Quant aux idéalistes bourgeois qui enseignent ces prolétaires spirituels, c'est en vue d'éduquer une avant-garde ouvrière, et non pas d'aider à une sortie de déclassés. Il n'est pas question à leurs yeux de droit à la paresse, mais de droit au travail.

Mais comment *s'en sortir* ?

---

[36] *L'Écho de la Fabrique – Naissance de la presse ouvrière à Lyon.* Dir. Ludovic Frobert. Éditions ENS, 2010.
[37] Fayard, 1981.

En anoblissant le travail, en lui donnant une valeur héroïque ou spirituelle, ce que certains ordres monastiques avaient su faire depuis des siècles. Tu es porcher ou vidangeur, mais c'est ainsi que tu pries et que tu fais vivre la communauté.
En formant des ateliers ouvriers pour échapper au patron et instituer des îlots de fraternité.
En partant aux États-Unis, au Brésil, à la campagne, retrouver les paradis perdus du communisme primitif, en Icarie et dans les phalanstères.
Mais derrière la mystique, ces dissidents décèlent la mystification. Derrière l'atelier ouvrier (la coopérative), ils retrouvent l'entreprise qui doit survivre à la concurrence. Au lieu de la fraternité, les rivalités, les querelles, les mesquineries de la communauté quotidienne. Au lieu des paradis perdus, l'enfer des autres, la contrainte des règles, le poids des hiérarchies - il faut bien que quelqu'un dirige et les plus instruits sont les plus aptes. Dans leur *boîte* où tous sont égaux, certains le sont plus que les autres. Les compétents dirigent, les autres exécutent, quels que soient les simulacres et velléités d'autogestion collective.

On n'en sort pas.

Misères, suicides, exils, redditions, elles sont à hurler ces archives du cauchemar ouvrier. Le *mélo* d'avant-guerre, si risible pour les gens de goût n'en constitue que l'ultime témoignage et le plus affaibli. Dire que cela fut. Que pour beaucoup nous venons de là. De ce fugitif peuple ouvrier né avec le machinisme et liquidé par l'automation. Ces ouvriers déserteurs protestent d'avance contre l'ouvriérisme et la nostalgie. Aussi mal que cela fasse à dire et à entendre, la meilleure chose qui pût arriver à la classe ouvrière - et ses aspirations les plus âprement poursuivies à travers toutes ses épreuves - furent bel et bien son embourgeoisement et sa disparition. Un ouvrier heureux, c'est un bourgeois salarié ; ingénieur, technicien, cadre. Et mieux encore, un échappé de la boîte.

***

En ce deuxième tiers du XIXe siècle, trente ans après le Royaume-Uni, la France active son développement industriel avec les houillères du Nord et du Massif Central, les chemins de fer, les usines métallurgiques, textiles et chimiques. Instruits par l'expérience des deux insurrections, les fabricants de la soierie lyonnaise dispersent les canuts et passent commande aux petits ateliers de campagne afin de disposer d'une main d'œuvre docile et juste assez qualifiée pour tisser des étoffes unies.
Il y a bientôt presque autant de métiers hors de Lyon (21 050) que dans Lyon (27 450)[38]. Les établissements occupant plus de dix salariés entre 1840 et 1847 rassemblent 1,2 millions d'ouvriers qu'on pourrait qualifier de « vrais prolétaires »[39]. L'activité textile en occupe 58% (dont 24% dans la soie), la métallurgie 10%, et les houillères 2%[40]. Ce « noyau prolétaire », nous dit-on, « reste donc relativement restreint mais, dans ces années, ce qui compte sans doute le plus, c'est l'existence et l'activité intellectuelle d'un fort contingent d'artisans en voie de prolétarisation qui transmet au sein du monde usinier une expérience et une culture critiques dénonçant les tares du système de concentration capitaliste[41]. »

Cette remarque laisse songeur. Elle nous dit en fait que ce sont *les artisans*, ces maîtres ouvriers du passé, « dont l'habileté est dépréciée par les méthodes nouvelles de production », ces membres des classes moyennes non « pas révolutionnaires, mais conservatrices », ces nouveaux prolétaires qui « détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, mettent le

[38] *La France ouvrière des origines à 1920*, Dir. Claude Willard, *op. cit.*
[39] *La France ouvrière des origines à 1920*, Dir. Claude Willard, *op. cit.*
[40] Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française.* Editions du Seuil.
[41] *La France ouvrière des origines à 1920*, Dir. Claude Willard, *op. cit.*

feu aux fabriques et s'efforcent de reconquérir la position perdue de l'ouvrier du moyen âge » (*Manifeste du Parti communiste*, Marx, 1848) - bref - ce sont ces « corporatistes » qui innervent le prolétariat industriel d'une « expérience et d'une culture critiques » !
Et d'où tiennent-t-ils cette conscience critique sinon d'une fierté, d'une position indépendante et farouchement défendue depuis « le moyen âge » ?

De fait, c'est sous l'influence intellectuelle des artisans déclassés, aux débuts du prolétariat industriel, que celui-ci multiplia les révoltes, détruisant les marchandises, brisant les machines, dressant des barricades, *de sa propre initiative et de sa propre organisation*, sans tutelle du parti d'avant-garde et de ses théoriciens ; et ceci bien des années avant que Marx n'ait procédé à leur autopsie. Ils se révoltèrent pour reconquérir une position perdue. Savoir : la dignité, l'indépendance, le métier, le revenu. Au fur et à mesure de leur ruine, ces fortes têtes continuèrent d'irriguer le prolétariat industriel de leurs traditions rétives, avec de moins en moins de succès, étant de moins en moins nombreux, et noyés dans la masse des « ouvriers spécialisés » - c'est-à-dire des manœuvres rompus à la répétition sans fin d'un seul et même geste.
L'esprit de résistance ne s'hérite pas avec le patrimoine génétique. Nés et grandis dans des conditions dégradées, les enfants et les successeurs des vieux prolétaires révolutionnaires perdirent leur ancienne vertu. Ces derniers furent encore le fer de lance de la Commune ; et en 1913, chez Renault, ce sont les ouvriers professionnels qui combattirent l'introduction du « système Taylor », et non les « ouvriers-masses », ces *robots* si prisés des dirigeants « socialistes scientifiques »[42].

***

Entre avril 1834 et février 1848, donc, les prolétaires se battent et se débattent *pour s'en sortir*. Wilhem Weitling (1808-1871), un artisan-tailleur allemand, rejoint *La Ligue des Bannis* en 1836, une association d'émigrés politiques à Paris, laquelle se transformera plus tard en *Ligue des Justes*, communistes et chrétiens, et plus tard encore en *Ligue des communistes* sous la mainmise de Marx et d'Engels, tandis que Barbès et Blanqui créent la Société secrète des Familles.
À Lyon, Joseph Benoit (1812-1880), chef d'atelier canut, membre du Devoir Mutuel, fonde la Société des fleurs, une des multiples conspirations contre la monarchie de Juillet, dont chaque membre porte un nom de plante. Les *Fleurs* se réunissent dans les bois pour débattre de leurs idées et préparer la prochaine révolution - jusqu'à leur arrestation pour complot. Benoit les regroupe en 1837 dans la Société des Familles de Barbès et Blanqui. Mettant ses pas dans ceux de Babeuf, il transforme la Société des Fleurs en Société des Égaux. L'insurrection parisienne organisée en mai 1839 par Barbès et Blanqui, avec la participation des émigrés allemands de la Ligue des Justes, est un échec[43].

Que ce soit à Lyon ou à Paris, les néo-babouvistes retrouvent déjà ces mots de *communiste* et de *communisme* pour se décrire, eux et leurs tendances égalitaires. Soit neuf ans, sinon plus, avant le fameux *incipit* du *Manifeste* : « Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. »
Un vieux mot déjà utilisé en français entre le XIIe et le XIVe siècle - quoique en un sens différent - mais couramment employé dès 1797 par l'écrivain Restif de la Bretonne (1734-1806), « en un sens que n'aurait pas désavoué Babeuf, et correspondant à celui que lui prêtèrent les communistes de 1840, toutes tendances confondues[44]. »

---

[42] Cf. Renaud Garcia « Karel Capek et Antoine de Saint-Exupéry », *Notre Bibliothèque Verte* (Vol. 2). Editions Service compris
[43] Cf. Joseph Benoit, *Confessions d'un prolétaire*, Lyon, 1871. Editions sociales, 1968, présentation de Maurice Moissonnier
[44] Cf. Jacques Grandjonc. « Quelques mots à propos des termes communiste et communisme », *Mots* n°7, Octobre 1983. Doi: https://doi.org/10.3406/mots.1983.1122

1840. Flora Tristan publie ses *Promenades dans Londres* (mai) ; Proudhon (1809-1865), son retentissant manifeste, *Qu'est-ce que la propriété ?*(30 juin) ; Pierre Leroux (1797-1871), *De l'Humanité* ; Cabet (1788-1856), son *Voyage en Icarie* ; et Louis Blanc (1811-1882), *L'Organisation du travail*, qui connaîtra cinq éditions augmentées. Le 1er juillet, Théodore Dézamy (1808-1850) et Jean-Jacques Pillot (1808-1877) organisent à Belleville avec leurs amis, Richard Lahautière et Corneille Homberg, un *banquet communiste* de 1200 personnes, qui réunit toutes les tendances du *communisme*, sauf Cabet et les Icariens. Ce banquet spectaculaire et rapporté par divers journaux français et européens lance à l'international ces mots missiles de communisme et communiste.

Ces communistes, puisque c'est le nom qu'ils se donnent, sont pour la plupart des jeunes gens nés dans les années 1810, formés par la Révolution de Juillet, le saint-simonisme, le carbonarisme, les sociétés secrètes et surtout par la mémoire de Babeuf, telle que transmise par Philippe Buonarotti (1761-1837), son compagnon de lutte - et peut-être - la véritable tête de la conspiration, l'homme qui relie les révolutionnaires d'un pays à l'autre et d'une génération à l'autre[45].
Quant à Théodore Dézamy, instituteur, surveillant de pension, publiciste et fondateur de *L'Égalitaire* (deux numéros), membre de la Société des Saisons, collaborateur du *Populaire*, le journal de Cabet, il défend « le communisme unitaire » et athée, d'où l'éloge de Marx qui le crédite d'avoir développé le matérialisme, contre le communisme déiste, chrétien, religieux.
Son camarade, Jean-Jacques Pillot (1808-1877), auteur d'une brochure intitulée *Ni châteaux, ni chaumières* (mai 1840), est un ancien séminariste, également athée, membre de la Société des Saisons, emprisonné à la suite de la malheureuse insurrection de mai 1839 et directeur de *La Tribune du Peuple*. Il sera trente ans plus tard membre de l'Association Internationale des Travailleurs et, condamné à la réclusion perpétuelle pour sa participation à la Commune, mourra en prison, en 1877.

L'été 1840 connaît des grèves et une agitation ouvrières. Louis-Napoléon Bonaparte en profite pour tenter le 6 août, depuis Boulogne, un deuxième putsch après celui de Strasbourg en 1836, et se retrouve emprisonné au fort de Ham, dans la Somme, où Louis Blanc lui rend une visite de trois jours. Le prince se montre si concerné par la question sociale que Louis Blanc se figure avoir affaire à un camarade de parti.
En septembre paraît *L'Atelier*, fondée par 150 ouvriers de tendances diverses, mais vite confisqué par l'une de ces tendances, celle de Buchez, un saint-simonien passé au communisme chrétien. Parmi ces ouvriers journalistes, deux frères, Jean et Gabriel Charavay, bonnetiers de leur état. Gabriel, né en 1818 - comme Marx - se passionne pour la Révolution au point de rechercher et de collecter seize numéros du *Tribun du Peuple*, le journal de Babeuf. Ces deux frères s'établissent à Lyon où ils ouvrent une librairie et forment avec Joseph Benoit le noyau du communisme local. Joseph Benoit décrit cette « propagande communiste » (*sic*), entre 1838 et 1851, dans ses *Confessions d'un prolétaire*[46].

Résumé. Trois ouvriers, Benoit, Perret et Grinand, fondent le comité de la Société des familles. Ils sont en rapport avec Félix Blanc - un connaisseur de la doctrine de Babeuf, à travers le livre de Buonarroti[47] - et avec Edant, un citoyen qui se rend plusieurs fois par an à Paris pour affaires personnelles.
Toujours par Edant, ce comité est aussi en relation avec des « socialistes parisiens », dont George Sand et Pierre Leroux, ainsi qu'avec le citoyen Gérard, « communiste matérialiste » employé au ministère de la Guerre qui leur envoie les écrits des *Amis du peuple*. Le précieux Edant les met

[45] Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf*, 1828. La Fabrique, 2015.
[46] Cf. Joseph Benoit, *Confessions d'un prolétaire*, Lyon, 1871. Editions sociales, 1968, présentation de Maurice Moissonnier
[47] Cf. *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf*, 1828

également en rapport avec *La Fraternité*, journal babouviste où Benoit écrit parfois, ainsi qu'avec la *Revue sociale* et *La Revue indépendante*.
Des journaux communistes, socialistes, il y en a de toutes sortes, que nos trois camarades lisent avidement pour se faire leur propre doctrine ; *Le Populaire* de Cabet (communiste chrétien), *La Fraternité* (babouviste), *L'Humanitaire* (communiste matérialiste), *La Revue sociale* de Pierre Leroux, l'inventeur du mot « socialisme », que Benoit classe parmi les publications communistes, un nom que les marxistes n'ont pas encore confisqué.
Ces ouvriers militants s'instruisent au contact direct de « notabilités socialistes » (*sic*) de passage à Lyon ; Proudhon, Flora Tristan, Etienne Cabet, etc., qui participent à leurs réunions et discussions. Grinand étant l'orateur de leur comité, et Benoit, le rédacteur de quelques écrits qui se répandent manuscrits ou tirés à plusieurs copies, pour être lus dans les ateliers et les réunions (la lithographie permettant déjà l'impression de textes en quantités limitées).

> « Les réunions en plein vent pendant l'été, tenues dans les bois ou les prés avoisinant Lyon, dans les ateliers l'hiver, complétaient l'œuvre que les livres avait commencée en y ajoutant les commentaires qui étaient nécessaires pour bien faire comprendre les questions qui y étaient traitées.
> Qu'on se figure vingt ou trente personnes de tous les âges et de tous les sexes réunies dans un atelier de tisseurs et placées dans tous les coins restés libres par les intervalles qui séparent les métiers, et cette assemblée éclairée par une ou deux lampes d'ouvriers projetant une clarté douteuse et tout à fait insuffisante, formant une demi-obscurité, et l'on aura le tableau de ces réunions où des âmes avides venaient chercher des consolations à tous leurs maux par des espérances que la discussion faisait naître, ou des connaissances sur les faits sociaux et sur le causes qui engendrent le mal[48]. »

Cependant que nos communistes lyonnais font leur initiation théorique et pratique, Louis-Philippe essuie, le 15 octobre 1840, le dixième des douze attentats qui le visent entre 1832 et 1846. Anarchistes, républicains, légitimistes, ouvriers, étudiants, aristocrates, comploteurs méthodiques et solitaires exaltés : tout le monde a tenté sa chance. Tous les coupables sont arrêtés, tantôt guillotinés, tantôt graciés, suivant les besoins politiques du moment. Ces attentats favorisent évidemment des poursuites contre les opposants, notamment à Paris et à Lyon. Avec ses attaques, insurrections, fusillades, peines de mort et de prison, la vie politique est violente sous le règne du roi bourgeois. Aussi violente que sous tous ses aspects, sociaux, économiques, privés et quotidiens, à un point qui terroriserait nos contemporains[49].

Toujours en 1840, après deux ans d'enquête dans les taudis ouvriers, de Lille à Lyon et de Carcassonne à Mulhouse, le médecin Villermé (1782-1863) publie son *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*. Il en résulte l'année suivante la loi sur le travail des enfants qui limite l'embauche à huit ans - mais uniquement dans les entreprises de plus de vingt salariés. Bref, le mouvement révolutionnaire français, tant les ouvriers mutualistes et communistes que les théoriciens pas-si-bourgeois-que-ça, déploie sa vitalité héroïque et généreuse, bien avant d'être encagé par les commissaires du *socialisme scientifique*.

A Lyon, le comité recrute, forme des sections disséminées de sept personnes, élargit son comité à deux nouveaux collègues, Antoine Blanc et Greppo, et nous voilà en 1843. Date à laquelle les propagandistes de l'idée communiste dans la population lyonnaise estiment leur tâche accomplie. Il

---

[48] Joseph Benoit, *Confessions d'un prolétaire*, Lyon, 1871. Editions sociales, 1968, présentation de Maurice Moissonnier. Ch. VI, p.71-78
[49] Cf. Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, 1958, Plon

est temps, désormais, de passer à l'action. Cinq ans avant la publication du *Manifeste* de Marx et la révolution de 48.

> « Ceux qui avaient commencé l'œuvre sociale à Lyon étaient de pauvres ouvriers qui avaient puisé dans leur dévouement, leur amour de l'humanité, la force nécessaire pour accomplir l'œuvre à laquelle ils s'étaient voués. Ils étaient, il faut le dire, aimés et estimés des leurs. Mais précisément parce qu'ils sortaient du sein du peuple, qu'on les avait vus à leurs métiers, il existait à leur égard des préventions, à cause de leur condition d'ouvriers, de prolétaires. On ne croyait pas qu'ils eussent les connaissances nécessaires qui, selon le peuple, ne s'acquièrent qu'à l'école. Et lorsque Cabet, Pierre Leroux, Louis Blanc, Proudhon, parlaient, ces voix étrangères acquéraient immédiatement une grande supériorité sur eux[50]. »

Parmi ces voix plus autorisées parce que plus instruites, celle de Victor Considerant (1808-1893), polytechnicien et disciple de Charles Fourier (1772-1837), dont il est le plus effectif et le plus émouvant des héritiers[51]. Tandis que nos communistes lyonnais méditent leur passage à l'action, Considerant publie, en 1843 également, un ouvrage intitulé *Principes du socialisme - Manifeste de la démocratie au XIXe siècle*, juste au moment où Marx et Jenny viennent s'installer à Paris (août 1843).
Il est maintenant prouvé et reconnu que Marx a pillé cet ouvrage pour rédiger son *Manifeste du parti communiste*, « La Bible du socialisme scientifique » - 544 éditions entre 1848 et 1918 - comme il en a pillé tant d'autres pour édifier son œuvre théorique, minimisant, dissimulant ou niant ses emprunts autant qu'il le pouvait et que cela importait.
Il est prouvé et reconnu que Engels et toute leur engeance « socialiste scientifique » jusqu'à nos jours, ont veillé de leur mieux à dissimuler et nier ces pillages afin de maintenir l'hégémonie de la social-technocratie, aussi bien dans le domaine de la pensée, que dans toutes ses déclinaisons pratiques et particulières.

L'historien et essayiste Alexandre Skirda (1942-2020) a publié en 2019, un an avant sa mort, le plus récent procès-verbal à ce sujet : *Un plagiat « scientifique » : le copié-collé de Marx. Victor Considerant, Le Manifeste de la démocratie (1843) ; Karl Marx, Le Manifeste communiste (1848)*[52]. Procès-verbal « dédié à David Riazanov (Goldendach), fondateur de l'Institut Marx-Engels, à Charles Andler et à Vaarlam Tcherkessov, découvreurs de l'imposture ».

Qui sont ces trois détecteurs ?

Le premier, David Goldendach (1870-1938), *alias* Riazanov, russe juif, populiste (*narodnik*) à 15 ans, emprisonné à plusieurs reprises sous le tsarisme, devient bolchevique en août 17, et directeur-fondateur de l'Institut Marx-Engels de Moscou, trois ans plus tard. On sait depuis 1926, et grâce à lui, que Marx fut l'unique rédacteur du *Manifeste*, et que Engels falsifia certains de ses textes après sa mort. Engels étant l'inventeur du « marxisme », de même que Staline est l'inventeur du « léninisme ». Mais c'est pour d'autres motifs que Riazanov est envoyé en camp par la police socialiste-scientifique (tendance Staline), et fusillé en 1938.

Charles Andler (1866-1933), germaniste et germanophone de haut vol, rencontre Engels à Londres, en 1891, et traduit *Le Manifeste du parti communiste* en français, en 1901. Son introduction, d'une

---

[50] Joseph Benoit, *Confessions d'un prolétaire*, Lyon, 1871. Editions sociales, 1968, présentation de Maurice Moissonnier. Ch. VI, p.71-78
[51] Cf. « Bleue comme une orange (17) - 1831-1834. Les femmes aussi », pp. 15/22 sur www.piecesetmaindoeuvre.com
[52] Ed. Vetché c/o Publico, 145 rue Amelot - 75011 Paris

ingénuité implacable, retrace *la préhistoire du Manifeste*, détaillant tout ce que les groupes d'émigrés allemands (Ligue des Bannis, puis Ligue des Justes, puis Ligue des Communistes, etc.), devaient aux sociétés babouvistes françaises, et comment *Le Manifeste* de Marx usurpait leur héritage, ainsi que ce mot de « communiste » adopté depuis dix ans au moins par les penseurs et les groupes français, puis par leurs suiveurs européens et notamment allemands. « Quatre ou cinq livres français sont la source unique de leur doctrine[53]. »
Un mot qui vient de loin d'ailleurs, de l'an mil et des Flandres, quand les habitants des bourgs (*les bourgeois*), unis entre eux par des serments d'amitié et d'entraide, arrachaient leurs franchises aux seigneurs, lors du *mouvement communal*. Ladite commune ressurgissant à Paris, à l'époque de Babeuf et de la prise de la Bastille[54].

Quant à Vaarlam Tcherkessov (1846-1925), nom russifié du Géorgien Tcherkesivichvili, prince et ingénieur, il mène la vie des révolutionnaires sous l'autocratie ; prison, déportation, évasion, exil ; et participe, à Genève, à la fondation de la première revue anarchiste russe *Obchtchina* (*Communauté*). Ses vagabondages clandestins en Orient, dans les Balkans, en Géorgie, etc., l'amènent à Londres en 1892, où il écrit dans l'hebdomadaire *Freedom*.
Skirda consacre une vingtaine de pages à ce critique de la social-démocratie allemande (en fait social-technocratie), de ses prétentions « scientifiques », autoritaires, hégémoniques (le « socialisme bismarckien »), qu'il décortique, se joignant ainsi au maigre chapelet des érudits courageux, consciencieux et tenaces greffiers de tous les pillages de Marx et d'Engels. Exemples : *La misère des classes laborieuses en France et en Angleterre* (1840) d'Eugène Buret (1810-1842), étroitement démarquée par Engels dans *La situation de la classe ouvrière anglaise, en 1844*. Ou le *Manuel de philosophie moderne* de Charles Renouvier (1842), siphonné par « le ténia du socialisme » - dixit Proudhon -, lui-même grandement et impudemment brigandé avant d'être, comme tant d'autres, dénigré et rejeté. Fourier, Saint-Simon, Bazard, Pecqueur, Sismondi, Weitling, Moses Hess…

A quoi tiennent les révélations ? Au hasard d'une visite chez un ami néerlandais, en 1898, un demi-siècle après la parution du *Manifeste du parti communiste*, quasi ignoré en 1848, mais devenu depuis sa réédition en 1872, et les cinq préfaces successives de Engels, la « Bible » du parti.
Elles tiennent au hasard d'une brochure dans la bibliothèque de cet ami, que Tcherkessov feuillette au hasard avant de tressaillir de surprise, puis d'indignation, tant cette brochure de Victor Considerant, *Principes du socialisme, Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle*, présente des ressemblances frappantes avec le *Manifeste du parti communiste* de Karl Marx (co-signé par Engels). Tcherkessov vérifie, compare les deux textes dans différentes traductions et ne peut que conclure au *plagiat*, terme dont il doit rappeler le sens à Kautsky (1854-1938), alors théoricien officiel de la IIe Internationale (marxiste) :

> « C'est lorsque quelqu'un copie une idée d'autrui, que ce soit une page ou un livre entier, recopiés ou paraphrasés, qu'il l'édite sous son nom, sans mentionner le nom de l'auteur plagié[55]. »

Bref le plagiat est une contrefaçon de l'original dont les pillards dupliquent sans le dire les idées, les raisonnements, les références - les *récits* comme on dit aujourd'hui - en feignant d'y voir des lieux communs, ou de les avoir découverts par eux-mêmes.

---

[53] Lettre de Charles Andler à X citée par A. Skirda, pp. 14 et 74 de *Un plagiat « scientifique » : le copié-collé de Marx. Victor Considerant, Le Manifeste de la démocratie (1843) ; Karl Marx, Le Manifeste communiste (1848)* Ed. Vetché, 2019

[54] Cf. « Bleue comme une orange. Quand les bourgeois flamands inventaient la commune », sur www.piecesetmaindoeuvre.com

[55] Alexandre Skirda. *Un plagiat « scientifique » : le copié-collé de Marx. Victor Considerant, Le Manifeste de la démocratie (1843) ; Karl Marx, Le Manifeste communiste (1848)*. Ed. Vetché p. 56

Les chasseurs cueilleurs le savaient déjà, il est toujours plus facile de chercher ce que d'autres ont déjà trouvé. On sait d'avance où et quoi découvrir. C'est qu'il faut avoir *l'idée* de manger tels champignons (par exemple), pour les découvrir non seulement comestibles mais *magiques*, ouvrant la vue et révélant des choses cachées. Il faut avoir *l'idée* de les chercher dans tel recoin secret et se donner la peine de battre tant de sous-bois pour les cueillir. Celui-là seul est le découvreur qui, le premier, s'est donné cette peine et a pris le risque de les ingérer. Les autres, suiveurs ou suivistes, ne font que piller ses coins à champignons, quitte à emprunter des pistes parallèles pour se donner l'air d'y avoir abouti par leurs propres moyens.

Tcherkessov, puis Andler, puis d'autres, se livrent chacun pour soi à de minutieuses enquêtes textuelles qui aboutissent à l'évidence de plagiats multiples - à moins qu'on ne veuille les nommer « détournements », « sources », « hommages », etc. Rien que pour Victor Considerant, Skirda publie une liste de 38 copiés-collés établie par Tcherkessov en 1900, plus une liste complémentaire d'emprunts à divers auteurs. Notamment des Français coupables d'avoir dit dans les décennies antérieures, tout ce que Marx redit dans son *Manifeste* de 1848. Au mieux des « précurseurs », au pire des « plagiaires par anticipation ».
Il en est de même de thèmes et de concepts, valides ou non, subtilisés aux prédécesseurs et contemporains, quitte à les maquiller d'un autre nom afin de dissimuler leurs larcins, « lutte de classes », « méthode dialectique », « plus-value », « matérialisme historique », « loi de concentration du capital », « guerres commerciales entre nations », etc. La liste est accablante et vérifiée par nombre d'enquêteurs véritables.

On ne peut s'empêcher de chantonner, *Rien n'est à eux… Tout est à nous… Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé… Rien n'est à eux,* etc. En fait, jamais le prétendu « socialisme scientifique » - socialisme de caserne, de termitière et de machinerie, socialisme de la technocratie émergeante - n'aurait pu imposer son vocabulaire et son idéologie à l'échelle internationale, si le coup d'Etat d'Octobre 1917 ne lui avait donné la dictature d'un vaste empire aux énormes moyens matériels, et, partout, le soutien fanatique d'une *intelligentsia* avide de pouvoir[56]. La « dictature des savants » avait prévenu Bakounine, celle des (pseudo-) communistes qui, ayant volé le mot des révolutionnaires français d'avant 1848, puis épuré ces mêmes révolutionnaires du mouvement qu'ils avaient créé, attendront leur prise de pouvoir pour se métamorphoser en mars 1918, en parti *communiste* d'Union soviétique ; le seul autorisé à partir de 1923.

Les dernières lignes de Skirda, dans sa postface, sonnent comme un testament :

> « J'ai découvert l'existence de ce plagiat au début des années 1960 dans la revue *Le Contrat social*, dirigée par le « soviétologue » et grand érudit Boris Souvarine. Gardant en tête cette question, je n'ai cessé depuis lors de me constituer une bibliothèque personnelle des auteurs de la première moitié du XIXe siècle : ainsi tous les ouvrages cités en référence ont été acquis au fur et à mesure et sont en ma possession. Disposant d'une importante documentation, j'ai commencé à rédiger cette étude au cours des années 1990, pour la terminer ces derniers temps. Je pourrais, certes, développer certains points ou parties, mais les années passent trop vite et il est l'heure pour moi de l'achever et de laisser à d'autres audacieux non-conformistes le soin de poursuivre la clarification sur les écrits de Marx et de son école obscurantiste. »

Souhaitons à ceux qui se disent aujourd'hui anarchistes de prouver cette audace non-conformiste, en répudiant de façon claire et publique les nouvelles formes d'obscurantisme ; *French theory*, post-modernisme, *queerisme*, technologisme, desco-latourisme, etc.

---

[56] Cf. J. W. Makhaïski, *Le socialisme des intellectuels*, traduction et présentation d'Alexandre Skirda, Paris, Seuil, 1979

***

On a vu que les canuts insurgés en 1831 et 1834 n'étaient en fait ni des ennemis de la machine, ni des ennemis du capital, mais plutôt des « syndicalistes à main armée » combattant littéralement pour ne pas crever de faim, arracher le « tarif » et « le droit de coalition ». Il est significatif que Marx, le matérialiste qui prétend enquêter sur l'évolution du mode de production pour saisir le cours des choses, se fourvoie dans l'idéologie futuriste et technocratique quand il interprète - ou surinterprète - les événements.
En 1844, en effet, la « révolution industrielle » après avoir frappé les tisserands anglais (1810-1812) et lyonnais (1831, 1834), écrase désormais ceux de Silésie, une région à cheval sur l'Allemagne, la Pologne et la Bohème. La concurrence du machinisme anglais et des fabriques qui paraissent alors, réduit les tisserands silésiens au chômage, au travail à vil prix, à l'endettement, la famine et la révolte en juin 1844. C'est l'occasion d'une polémique entre Rugge et Marx dans *Vorwärts !*, le bi-hebdomadaire des émigrés allemands à Paris (1 000 exemplaires par numéro de janvier à décembre 1844). À Rugge qui critique le faible niveau politique du soulèvement (27 juillet 1844), Marx oppose sa haute conscience théorique (7 et 10 août 1844).

> « Les ouvriers de Lyon croyaient poursuivre des fins proprement politiques, n'être que des soldats de la République, alors qu'ils étaient, en vérité, des soldats du socialisme. L'intelligence politique leur cachait ainsi la racine de la misère sociale. […]
> La révolte silésienne commence justement par là où les révoltes ouvrières françaises et anglaises s'achèvent, avec la conscience de ce qui constitue la nature du prolétariat. L'action elle-même est marquée de cette supériorité. On détruit non seulement les machines, ces rivales de l'ouvrier, mais encore les registres de comptabilité, les titres de propriété, et tandis que tous les autres mouvements étaient d'abord tournés contre l'ennemi visible, le Seigneur de l'industrie, ce mouvement se tourne en même temps contre le banquier, l'ennemi caché[57]. »

On ne sait si les malheureux Silésiens avaient la haute conscience théorique que Marx leur attribue (et s'attribue à lui-même). Sans doute fait-il une analogie avec la Grande Peur qui court les campagnes françaises de la prise de la Bastille à la Nuit du 4 Août, quand des bandes de paysans armés, sous prétexte de combattre des « brigands » imaginaires, envahissent les châteaux et les abbayes, brûlent les livres terriers et recueils de droits féodaux où était consigné ce que chacun devait au seigneur. Nombre de châteaux brûlèrent avec. Le fait est qu'une émeute ne trie pas ce qu'elle pille et détruit, et que les registres des seigneurs de l'industrie silésiens conservaient le détail des dettes ouvrières auprès de leurs employeurs. Pas de registres, pas de dettes.

Février 1848. Alors qu'une avant-garde de 69 pionniers quitte Le Havre pour fonder Icarie au Texas ; et qu'à Lyon, les canuts, regroupés en une société « des Voraces », s'emparent de l'Hôtel de ville et de la préfecture ; paraît à Londres, *en allemand*, et sans mention d'auteurs, le *Manifeste du Parti communiste*. Publication d'une obscure association d'éducation ouvrière, couverture légale d'une société secrète allemande dénommée la Ligue des communistes.

Le cyber-communisme est en marche.

Tomjo & Marius Blouin
30 décembre 2025

[57] Cf. http://merlerene.canalblog.com/archives/2014/08/25/31950876.html